

Dans le souci de promouvoir le droit à l'éducation des enfants et l'alphabétisation des femmes, une formation a été initiée au profit de 75 acteurs composées d'autorités religieuses, coutumières et des membres d'associations du Centre-Sud.

La directrice régionale de la promotion de la femme, Christine Jeanne Zoungrana/Bambara à l'ouverture des travaux a salué la présence des participants qui témoignent leur engagement résolu à lutter pour la promotion du droit à l'éducation des enfants et à l'alphabétisation des femmes.

Pour elle, la direction régionale de la promotion de la femme a entrepris d'organiser la sensibilisation dans l'esprit du premier point des objectifs poursuivis par la politique nationale genre adoptée en 2009 par l'Etat et ses partenaires.

N'ignorant pas que l'éducation est non seulement un droit humain mais aussi un élément de développement, on remarque pourtant que les données statistiques indiquent que dans certaines localités, les filles restent sous-scolarisées par rapport aux garçons et les femmes deux fois moins alphabétisées que les hommes à cause des pesanteurs sociales, que d'autres parents préfèrent garder leurs enfants à la maison afin qu'ils prêtent main forte dans les travaux domestiques.

Quand on pense que la femme contribue fortement à la production des richesses d'un pays, il devient impérieux que les jeunes filles et les femmes non scolarisées aient davantage l'occasion de s'inscrire dans les centres d'alphabétisation.

Mais malgré les efforts faits par l'Etat à travers plusieurs projets et programmes dans le domaine de l'éducation, le maintien des filles à l'école reste toujours une préoccupation due à certains facteurs tels que les grossesses non désirées, la violence faite aux filles et les enfants en situation de handicap (qui n'ont pas de mesures d'accompagnement).

C'est pourquoi il faut poursuivre la sensibilisation. Le formateur Guetaoundé Livingstone Saba

par ailleurs conseiller d'éducation féminine en service à la direction régionale de la promotion de la femme a axé sa communication sur la définition des concepts du genre et de l'enseignement, l'importance de l'éducation, l'état des lieux et enfin le rôle des acteurs.

Le conférencier a dans son exposé fait un plaidoyer pour que l'Etat rétablisse les bourses au niveau des filles au secondaire, l'institution de quota au niveau des bourses à l'université pour un temps donné, toute chose qui permettra aux filles d'aller loin.

L'exposé qui a été suivi de débats a permis aux participants d'apporter des contributions pour l'amélioration de l'éducation en général et celle des filles en particulier. Pour Mme Pauline Thiombiano, enseignante au Bazèga, la communication a été pertinente.

Elle a souhaité que chaque acteur à son niveau joue sa partition. Pour elle il faut prioriser l'éducation des filles et des garçons, dans ce cas les mamans doivent partager les tâches domestiques pour les deux sexes afin qu'ils réussissent tous.

Pour le conférencier, l'exposé vise à promouvoir l'éducation non différencier ou universelle des enfants car de nos jours, l'accent est mis sur le concept du genre qui prend en compte les filles comme les garçons.

Par Assita Nion